

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 85 (1997)

Heft: 1413

Artikel: Mon cri est un cri de citoyenne !

Autor: Ballin, Luisa

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-281369>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CR

Salima Ghezali lors de sa visite en Suisse.

MON CRI EST UN DE CITOYENNE!

Salima Ghezali est Algérienne et dirige *La Nation*, journal muet depuis un an exactement. Rencontrée à Genève, elle ne mâche pas ses mots.

L'Algérie n'en finit pas de sombrer dans la violence. Il ne se passe pas un jour sans que les médias ne fassent état de tueries, perpétrées par de mystérieux hommes armés et masqués qui semblent insaisissables. Les diplomates algériens et occidentaux cachent difficilement leur malaise face à la barbarie de ce «terrorisme résiduel» que l'on dit «fondamentaliste» sans pouvoir précisément le définir. Les institutions internationales s'interrogent, au même titre que l'opinion publique, pour savoir que faire pour arrêter ces massacres qui déciment la population civile. D'autant que le gouvernement algérien n'accepte aucun type «d'ingérence» dans ses affaires intérieures. L'impuissance semble être d'autant plus grande que la présidente du Comité des droits de l'homme de l'ONU, basé à Genève, n'a pas manqué de préciser qu'aucune demande formelle émanant d'individus, ou d'organisations non gouvernementales, n'a été pour l'instant adressée au Comité à propos de l'Algérie.

Elle ne baisse pas les bras

Une femme n'entend pourtant pas baisser les bras face à l'horreur: **Salima Ghezali**, la directrice du journal algérien «*La Nation*» (suspendu depuis fin décembre 1996). Elle a reçu le Prix Sakharov décerné par le Parlement européen aux défenseurs des droits de l'homme.

De passage à Genève, elle a insisté pour que l'Algérie ne soit pas oubliée. *Il faut que la pression soit maintenue et que le pouvoir sente qu'il est regardé. Cette pression peut provenir aussi bien des gouvernements que*

des institutions de défense des droits de l'homme, ou des médias. Aux juristes de définir les modalités techniques pour organiser une commission d'enquête, selon la batterie de textes dont dispose les Nations Unies! estime cette journaliste qui, comme nombre de ses consoeurs et confrères, risque sa vie pour continuer d'exercer son métier: celui d'informer.

Salima Ghezali fustige à la fois les autorités algériennes et les gouvernements occidentaux. Elle reproche à ces derniers de faire le jeu des premiers. *Il y a un discours sur la reconstruction de l'Etat de droit. Mais jamais il n'y a eu aussi peu de droits en Algérie. Jamais nous n'avons été autant entre les mains de groupes mafieux qu'en ce moment, s'indigne la jeune femme. Qui s'insurge contre le fait que le gouvernement fait tout pour protéger les puits de pétrole et autres installations gazières, mais ne fait pas grand-chose pour la sécurité de ses citoyens.* Et notamment celle des villageois vivant dans la zone du «triangle de la mort», qui avaient voté en masse pour le Front islamique du salut (FIS) lors des élections municipales de 1992, sitôt annulées après la victoire du FIS.

«C'est complètement surréaliste»

Nous sommes livrés à des bourreaux qui pensent et qui savent qu'ils sont dans l'impunité totale, poursuit Salima Ghezali qui a qualifié de «mascarade» le scrutin qui s'est tenu le 23 octobre dernier. Les élections sont un discours de légitimation qui sert à rassurer les seuls gens qui comptent pour le pouvoir: ses par-

naires occidentaux. Elles sont destinées à renforcer des clientèles et à donner une vitrine démocratique. Quand des dizaines de personnes disparaissent, que la mort est aussi présente en Algérie et que l'économie est aussi effondrée, je ne vois pas qui on veut berner! C'est complètement surréaliste. Comment voulez-vous que des Algériens qui n'arrivent même pas à dormir tranquilles, qui n'arrivent pas à sortir de chez eux tranquilles, qui n'arrivent pas à rester chez eux tranquilles, comment voulez-vous qu'ils puissent véritablement choisir entre un parti politique ou un autre. Mon cri est un cri de citoyenne, pas de recette de juriste! Et la directrice de *La Nation* de conclure, en évoquant le combat des femmes qui tentent de savoir quel a été le sort de leurs proches, portés disparus: *A l'époque de la dictature en Argentine, la situation était terrible, mais les mères et les grand-mères avaient au moins la possibilité d'exprimer leur souffrance en manifestant sur la place de Mai. Ce qui se passe en Algérie est pire, car on va jusqu'à refuser aux femmes, aux mères de disparus le droit d'exprimer publiquement leur désespoir. Allant même jusqu'à les brutaliser lorsqu'elles tentent de défilé et jusqu'à arrêter leur avocat M^e Tahan...*

Luisa Ballin

Quelques livres disponibles, entre autres, à la librairie l'Inédite-GE:

Latifa Ben Mansour: *La prière de la peur*, Ed. de La Différence, 1997.

Malika Mokeddem: *Des hommes qui marchent*, Grasset 1997.

Fatiah: *Algérie, chronique d'une femme dans la tourmente*, Ed. de l'Aube, 1996.

Une enfance algérienne, textes inédits recueillis par Leila Sebbar, Gallimard, 1997.

Reporters sans frontières, *Le drame algérien, un peuple en otage*, La Découverte, 1996.